bpost
PB-PP | B-9/65
BELGIE(N) - BELGIQUE

CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE | BOULEVARD DE LA SAUVENIÈRE 33-35 | 4000 LIÈGE
N°130 | TRIMESTRIEL | JUILLET-AOÛT-SEPTEMBRE 2025 | N° D'AGRÉATION : P201200 | BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

SALUT & FRATERNITÉ

Créer un avenir désirable

© NickyLloyd - istockphoto.com

Libres, ensemble
CAL
Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl

S&F N°130

SOMMAIRE

Changer le récit pour changer le monde
Par Sébastien Doutreloup

L'économie sociale : réparer la société et transformer l'économie
Par Sybille Mertens

Chaque choix de recherche est politique !
Par Nicolas Dendoncker

De la nécessité d'une culture du risque par et pour toutes et tous
Par Pierre Ozer

Un CPA pour une transition écologique et sociale
Par Jean-Yves Buron

Alternatives, pour l'accès à la culture
Par Soheil Ghanbari Matin

La laïcité en actions

Opinions Pétitions Interpellations

RETROUVEZ SALUT & FRATERNITÉ EN LIGNE
WWW.CALLIEGE.BE/SF

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE

Par **Véronique Limère**, présidente du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège.

Chaque jour, les constats alarmants sur l'état de notre planète se multiplient. L'urgence écologique est là, incontestable. Les atteintes à l'environnement et leurs conséquences remettent profondément en question l'avenir de l'Humanité tout entière et font peser des risques immenses sur la capacité à garantir l'effectivité des droits fondamentaux.

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, dans le cadre de la campagne d'éducation permanente 2025 du mouvement laïque *Notre planète brûle, nos droits aussi*, entend nourrir la réflexion, stimuler le débat et formuler des propositions et des revendications. À ses yeux, la transition écologique ne peut être dissociée de trois enjeux fondamentaux : la justice sociale, l'importance du discours scientifique et la gouvernance démocratique.

L'urgence environnementale ne peut se concevoir sans justice sociale. Une transition écologique juste implique nécessairement une répartition équitable des ressources et une responsabilité collective, particulièrement envers les plus vulnérables. Rappelons le rôle essentiel de la science. Elle est un instrument fondamental permettant de contrer le climato-scepticisme, un outil de progrès, irremplaçable pour comprendre et combattre les atteintes à l'environnement, pour protéger notre planète et la santé du vivant. Plus que jamais, nous devons insister sur le rôle essentiel de la démocratie. L'État de droit, fondé sur les droits et les libertés fondamentales ainsi que sur un corpus de règles, doit assurer le caractère équitable et juste des décisions et permettre l'adhésion citoyenne.

> ➙ « L'urgence environnementale ne peut se concevoir sans justice sociale. (…) »

Ces trois axes constituent des fils directeurs très concrets. S'ils nous indiquent la voie à suivre, ils nous rappellent également que nous avons les moyens d'agir. À travers l'éducation, l'engagement citoyen, la pression sur les décideurs politiques, par les initiatives auxquelles nous contribuons activement, nous avons le pouvoir de transformer la société. Faisons de cette urgence un levier d'action, un appel à repenser nos modèles, à exiger des réformes courageuses, à incarner aujourd'hui les alternatives indispensables pour demain. Ensemble, proposons des horizons désirables : des villes plus respirables, des modes de vie plus sereins, des sociétés solidaires et durables.

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, dans ce numéro, vous y invite. ▪▪▪

CALg Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl

Boulevard de la Sauvenière, 33-35 - 4000 Liège

04 232 70 40

info@calliege.be

www.calliege.be

Salut & Fraternité, périodique trimestriel, est édité par le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl et l'Établissement d'Assistance morale du Conseil Central Laïque de la Province de Liège.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.
Les légendes et inserts ainsi que certains titres et chapeaux sont de la rédaction.

Éditrice responsable Véronique Limère, présidente
Boulevard de la Sauvenière 33-35. 4000 Liège.

Comité de rédaction Charlotte Collot, Céline Gérard, Joëlle Mammo Zagarella, Céline Martin, Arnaud Leblanc, Isabelle Leplat, Catherine Maréchal, Grégory Pogorzelski.
Rédactrice en chef Céline Gérard – **Secrétariat de rédaction** Charlotte Collot
Photos Centre d'Action Laïque de la Province de Liège – Unsplash – IStockphoto.
Avec la collaboration de Sébastien Brunet, Jean-Yves Buron, Chloé Chevalier, Nicolas Dendoncker, Sébastien Doutreloup, Stéphane Hauwaert, Véronique Limère, Joëlle Mammo Zagarella, Céline Martin, Soheil Ghanbari Matin, Sybille Mertens, Pierre Ozer.
Publicité 04 232 70 66
Administration Jehona Krenzi, Pascale Riga, Valérie Runfola, Simon Vanderheyden.

Création de la maquette Knok Design – **Impression** Centre d'impression de la Province de Liège – **Mise en page** Arnaud Leblanc.

creative commons Sauf illustration avec indication contraire, contenu sous licence Creative Commons, utilisation non commerciale et citation de la source. Les illustrations sans crédit sont du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège.
Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège met toutes les mesures en œuvre pour assurer la sécurité de vos données et le respect de votre vie privée. Pour toute question, demande de suppression ou de modification de coordonnées, adressez-vous à administration@calliege.be ou au 04 232 70 40.

ISSN 1372-0732

Numéro clôturé le 15 juin 2025.
Tirage 4 800 exemplaires – Envoi gratuit sur demande (info@calliege.be)
Vous souhaitez aider Salut & Fraternité ? Versez une contribution sur le compte BE48 0682 1400 1427 avec en communication : S&F 130

NOUS REMERCIONS NOS PARTENAIRES : la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie, la Province de Liège, Liège Province Culture, Liège Province Jeunesse, la Première, les Villes de Liège, Seraing et Waremme.

© Matt Benson – Unsplash.com

CRÉER UN AVENIR DÉSIRABLE

Face à l'urgence écologique, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège appelle à une mobilisation collective et solidaire, inspirée par des récits porteurs d'un avenir plus juste et durable. Ce numéro de Salut & Fraternité *explore les multiples dimensions de la transition écologique, en affirmant qu'elle ne peut se concevoir sans justice sociale, sans rigueur scientifique, et sans gouvernance démocratique. Il s'agit de repenser nos modèles économiques de production et de consommation grâce notamment à l'économie sociale, nos pratiques citoyennes et aussi nos imaginaires.*

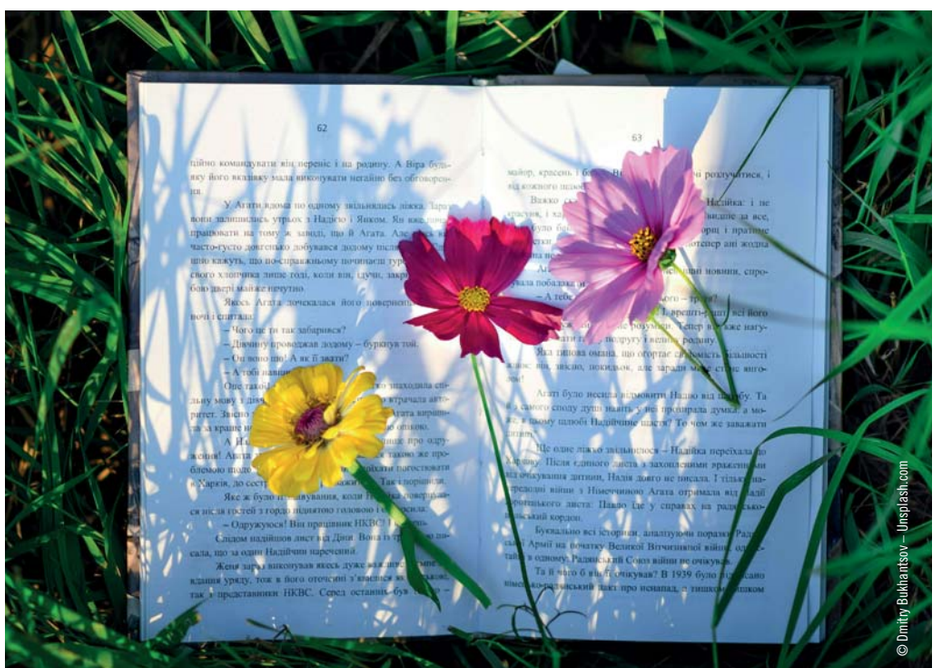
Changer le monde commence par transformer le récit : celui d'une croissance infinie dans un monde fini, d'une économie extractiviste qui épuise les ressources et les êtres. Des voix s'élèvent pour proposer d'autres horizons : une économie de la suffisance, des villes en transition, une science engagée et participative, une culture du risque co-construite avec les citoyen·nes. Salut & Fraternité *vous propose de les entendre.*

Ce numéro met aussi en lumière des initiatives concrètes : un projet de sécurité sociale de l'alimentation, un laboratoire des transitions pour décloisonner les savoirs et agir, ou encore des récits de science-fiction qui, loin de la dystopie paralysante, rallument les lumières de l'utopie. Car imaginer un avenir désirable, c'est déjà commencer à le construire.

Par **Sébastien Doutreloup**, géographe-climatologue à l'ULiège.

CHANGER LE RÉCIT POUR CHANGER LE MONDE

Parler du climat, ce n'est pas seulement parler de températures, de CO_2, ou de fonte des glaces. C'est aussi, et peut-être surtout, parler d'un récit. Un récit dominant qui structure nos vies, notre économie, notre rapport au monde. Un récit qui, en dépit de toutes les alertes scientifiques, poursuit sa course folle. Il s'appelle : croissance, production, accumulation. Ce récit, c'est le logiciel capitaliste mondialisé, qui repose sur l'usage intensif des énergies fossiles. Et c'est précisément ce logiciel qui est à l'origine du dérèglement climatique.



© Dmitry Bukhantsov – Unsplash.com

Réinventer un récit, ce n'est pas céder aux doux rêves de poètes déconnectés du réel. C'est au contraire poser les bases concrètes d'un projet de société.

Sans pétrole, pas d'avion et encore moins d'avion *low cost*. Sans charbon, pas de révolution industrielle. Sans gaz, pas de mondialisation. Tous ces vecteurs ont permis de raccourcir les distances, de faire circuler les marchandises comme jamais dans l'histoire humaine. Ils ont tissé un monde interconnecté, ultra-mobilisé, mais aussi profondément inégalitaire, extractiviste et destructeur. Ce monde-là ne connaît qu'une trajectoire : celle de la croissance infinie, de l'expansion continue, dans l'illusion que les ressources de la Terre sont inépuisables. Or, nous vivons dans un monde fini. Un monde aux limites physiques bien réelles, que nous sommes en train de franchir les unes après les autres.

Le problème climatique est donc bien plus qu'un problème technique ou technologique : c'est un problème de récit. Tant que nous continuerons à nous raconter l'histoire que notre salut réside dans le « toujours plus », dans l'innovation salvatrice, dans le miracle économique, nous resterons piégés dans une impuissance paralysante. Car comment résoudre une crise sans en interroger les fondements ?

C'est ici qu'intervient l'urgence de nouveaux récits. Des récits en phase avec la réalité physique de notre planète. Des récits qui reconnaissent la finitude du monde, la rareté des ressources, et l'importance de préserver les conditions du vivant, en ce compris l'humanité.

→ « (…) Le problème climatique est donc bien plus qu'un problème technique ou technologique : c'est un problème de récit. »

Ces récits existent déjà. Ils émergent dans les marges, dans les mouvements citoyens, les luttes locales, les initiatives de transition et de plus en plus dans le milieu scientifique et académique. Parlons de quelques exemples. Timothée Parrique[1], économiste qui a réalisé sa thèse de doctorat sur la décroissance, appelle à sortir de l'obsession de la croissance du PIB et à penser une économie de la suffisance, une économie centrée sur le bien-être, la solidarité, et le respect des limites planétaires. Rob Hopkins[2], initiateur du mouvement des villes en transition, invite à réancrer nos existences dans nos territoires, à relocaliser les productions, à reconstruire la résilience communautaire. Cyril Dion[3], quant à lui, travaille activement sur la question des récits, avec cette conviction que pour changer de cap, il faut d'abord changer d'imaginaire.

Car tout commence là : dans l'imaginaire collectif. C'est lui qui dicte les normes sociales, les aspirations individuelles, les décisions politiques. Si nous voulons bâtir un avenir soutenable, il nous faut un nouvel imaginaire commun. Un imaginaire où la sobriété n'est pas une punition, mais une manière de vivre mieux. Où le soin de la Terre est une priorité partagée. Où la qualité de nos sols

agricoles, aujourd'hui épuisés par des décennies d'agriculture productiviste, redevient un bien commun à préserver prioritairement. Où l'on valorise la lenteur, la proximité, le lien.

Réinventer un récit, ce n'est pas céder aux doux rêves de poètes déconnectés du réel. C'est au contraire poser les bases concrètes d'un projet de société, aussi rigoureux qu'un plan d'ingénierie, mais orienté vers le vivant plutôt que vers la seule productivité. C'est un acte profondément politique. C'est refuser le fatalisme, refuser de croire qu'il n'y a pas d'alternative. C'est redonner du pouvoir aux citoyens, aux territoires, aux communautés. C'est, finalement, refuser le piège de l'impuissance.

Changer le récit, c'est peut-être la première marche pour changer le monde. ▪▪▪

---

1. *Ralentir ou Périr : L'économie de la décroissance* : www.seuil.com/ouvrage/ralentir-ou-perir-timothee-parrique/9782021508093.
2. *Manuel de Transition : De la dépendance au pétrole à la résilience locale* : ecosociete.org/livres/manuel-de-transition.
3. *Petit manuel de résistance contemporaine : Récits et stratégies pour transformer le monde* : www.actes-sud.fr/petit-manuel-de-resistance-contemporaine.

RENDEZ-VOUS
LE 30 SEPTEMBRE À 19H30
À LA CITÉ MIROIR À LIÈGE

Sébastien Doutreloup sera l'invité de la LEEP-Liège pour une conférence sur le réchauffement climatique. Il expliquera pourquoi nous sommes en urgence climatique et quelles seront les conséquences sur notre pays et proposera des pistes de solutions pour rendre nos territoires et nos sociétés plus résilients.

PAF : 5 €/3 € pour les étudiants / gratuit pour les membres
Inscriptions : info@leep-liege.be

CONVENTION LAÏQUE 2025
Sécularisation

CONVENTION2025.LAICITE.BE

Rendez-vous le 22 novembre 2025 à Namur

3 rendez-vous préparatoires à Liège !

■ Rencontre-débat
SCIENCES ET DÉMOCRATIE : UN COUPLE EN CRISE ?
Jeudi 18 septembre 2025 à 17h
à La Cité Miroir

avec
- Sébastien Doutreloup (climatologue-ULiège)
- Pierre Delvenne (politologue - ULiège)
- Florence Caeymaex (philosophe-ULiège)

Une collaboration entre le CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE et RÉJOUISCIENCES ULIÈGE

■ Rencontre-débat
OBSCURANTISME ET EXTRÉMISME : ASSISTONS-NOUS À UNE OFFENSIVE RÉACTIONNAIRE ?
Jeudi 2 octobre 2025 à 19h30
à La Cité Miroir

avec
- François Debras (politologue – ULiège)
- François Finck (cellule Étude & Stratégie – Centre d'Action Laïque)

Une collaboration entre le CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE et LES TERRITOIRES DE LA MÉMOIRE

■ Rencontre-débat
L'ÉCOLE PUBLIQUE, UN REMPART CONTRE LES COMMUNAUTARISMES RELIGIEUX ET PHILOSOPHIQUES ?
Jeudi 16 octobre 2025 à 19h30
à La Cité Miroir

avec
- Roberto Galluccio (Leep, Cpeons, Centre d'Action Laïque)
- Lionel Rubin (cellule Étude & Stratégie – Centre d'Action Laïque)

Une collaboration entre le CENTRE D'ACTION LAÏQUE DE LA PROVINCE DE LIÈGE avec le soutien de la LEEP-LIÈGE

Informations & réservations
04 230 70 50
reservation@citemiroir.be
www.citemiroir.be

Par **Sybille Mertens**, professeure d'économie sociale et conseillère de la Rectrice à la Transition environnementale et sociale à l'ULiège.

L'ÉCONOMIE SOCIALE : RÉPARER LA SOCIÉTÉ ET TRANSFORMER L'ÉCONOMIE

Face au défi du changement climatique, deux axes d'intervention majeurs s'imposent : la mitigation, c'est-à-dire la réduction des causes, et l'adaptation, qui consiste à en atténuer les effets.

Cela nécessite différentes mobilisations : modifier nos comportements de consommation, en priorité ceux des plus aisés, s'engager dans l'exnovation — c'est-à-dire abandonner rapidement les technologies et pratiques nuisibles — et protéger les populations les plus vulnérables. Sortir du piège de l'impuissance, c'est exercer une action à la fois sur les causes et les conséquences de la crise climatique. C'est précisément dans cette double dynamique que l'économie sociale trouve toute sa pertinence.

L'économie sociale se présente comme une forme alternative d'économie, compatible avec une société juste et respectueuse des limites planétaires. Concrètement, elle rassemble des initiatives privées qui développent un projet d'entreprise au service des citoyens et des communautés, hors d'une économie mondialisée, financiarisée et concentrée dans les mains de quelques acteurs puissants.

En Belgique, ces projets, organisés en asbl ou en coopératives, représentent près de 12 % de l'économie nationale. Ils se soumettent volontairement à des règles strictes : les décisions sont prises démocratiquement par les associés, et les possibilités d'enrichissement personnel sont limitées. Ce cadre leur permet de poser des choix de gestion alignés avec des objectifs sociaux prioritaires, comme l'inclusion socio-professionnelle, la lutte contre la pauvreté, la gestion durable des ressources naturelles, la protection de la biodiversité, la mobilité douce, la sécurité alimentaire, l'énergie verte ou encore l'économie circulaire.

Longtemps cantonnée à un rôle de réparation des dommages causés par le système économique dominant, l'économie sociale s'affirme désormais aussi comme un acteur de transformation en s'attaquant aux causes profondes des déséquilibres.

Dans son rôle réparateur, forte d'un ancrage territorial qui lui permet d'être proche des besoins des populations et des ressources locales, l'économie sociale agit en complément de l'action publique. Au cours des vingt dernières années, elle a ainsi apporté des solutions concrètes, par exemple dans la rénovation énergétique des bâtiments, dans l'accès au crédit, à la santé ou à l'alimentation de qualité pour les ménages précaires, ou encore dans la gestion d'espaces naturels en commun. Ces entreprises ont réussi à corriger des injustices sociales ou à réparer des atteintes environnementales, en refusant les logiques d'exclusion et de rentabilité à court terme, et en mobilisant des ressources originales telles que le bénévolat, les dons ou le capital patient des citoyens.

Cette capacité à concevoir des modèles économiques innovants se révèle précieuse sur un autre front. Car l'économie sociale déploie aussi une fonction transformatrice, en contestant les racines des dérives actuelles. Elle permet aux citoyens de prendre conscience des enjeux, puis d'exprimer leurs choix « politiques » à travers des actes économiques qui bousculent les modèles traditionnels. Par exemple, face aux émissions fossiles responsables du dérèglement climatique, l'économie sociale soutient la production d'énergie verte, mais en la confiant à des citoyens regroupés en coopératives. Dans des secteurs comme la mobilité, la construction ou l'agroalimentaire, elle propose des alternatives concrètes : mobilité douce (livraison à vélo), circularité des matériaux, tiers-investisseur pour la rénovation, filières alimentaires en circuit court. Ces alternatives, d'abord modestes mais toujours co-contrôlées par les citoyens, réduisent la dépendance aux modèles industriels dominants et facilitent les politiques d'exnovation en démontrant que d'autres voies sont plus robustes. Souvent, elles sont ensuite imitées par des PME, qui deviennent des alliées dans la transformation du système.

Enfin, ces projets sont aussi un apport précieux pour nos démocraties. Ils sensibilisent aux conséquences des actions individuelles sur les autres et sur l'environnement, tout en permettant d'expérimenter la démocratie économique : les décisions y sont prises collectivement sur base d'une information transparente et intelligible. Par exemple, des citoyens investissant dans le circuit court alimentaire découvrent d'abord des bénéfices pour leur santé, puis prennent conscience des enjeux environnementaux et sociaux, et finissent par soutenir démocratiquement des modes de production moins énergivores et rendus possibles par une politique de prix justes.

L'économie sociale incarne ainsi une économie ancrée sur un territoire, fondée sur des relations de proximité non anonymes et ouvrant la voie à des actions lucides et très concrètes, ici et maintenant. ▪▪▪

SANTÉ PUBLIQUE ET PLANÉTAIRE : LE TEMPS DES SOLUTIONS

Le 29 septembre 2025 à 19h
à LA CITÉ MIROIR

5€ - Réservation obligatoire :
reservation@citemiroir.be | 04 230 70 50 |
www.citemiroir.be

Une conférence dans le cadre du Festival Prendre soin Liège et de la campagne La planète brûle, nos droits aussi du Centre d'Action Laïque. Une organisation d'Arsenic2, du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège,

Entretien avec **Nicolas Dendoncker**. Propos recueillis par Isabelle Leplat.

CHAQUE CHOIX DE RECHERCHE EST POLITIQUE !

Nicolas Dendoncker est géographe, enseignant-chercheur à l'université de Namur et militant. C'est dans la recherche-action participative et l'interdisciplinarité qu'il pratique pleinement son travail de recherche. Explications.

Salut & Fraternité : Que peut faire la science face aux défis climatiques ?

Nicolas Dendoncker : La manière de poser la question est révélatrice d'un certain biais psychomédiatique. Plutôt que de « défis climatiques », je préfère parler de polycrise socio-environnementale puisque nous nous trouvons face à un ensemble de crises liées les unes aux autres. Il s'agit avant tout du dépassement des limites planétaires au sein de l'anthropocène. Le discours des médias est, ainsi, très réducteur puisque ces derniers parlent beaucoup moins des problématiques que sont l'effondrement de la biodiversité, la perturbation du cycle de l'azote, de l'eau, etc.

Pour revenir à la question qui concerne la science et le changement climatique, ce sont surtout les recherches en climatologie et en géographie physique qui seront d'abord concernées pour, par exemple, améliorer les modèles de projection. Ce choix répond à des injonctions politiques via l'attribution des budgets. Or, les subsides sont alloués aux recherches favorisant l'adaptation au changement climatique, et non la résolution des causes, ce qui oriente fortement les résultats scientifiques diffusés par la suite au sein de la société. C'est le résultat d'un choix politico-économique posé par les représentants élus.

→ « (…) L'alarme a déjà été tirée à de nombreuses reprises. Maintenant, il faut passer à l'action. Et on a besoin d'action dans la recherche. »

L'alarme a déjà été tirée à de nombreuses reprises. Maintenant, il faut passer à l'action. Et on a besoin d'action dans la recherche.

S&F : Comment faire pour concilier action et recherche ?

N.D. : Pour ma part, je m'inscris dans la recherche-action participative et je me concentre sur les thématiques que sont la biodiversité, l'agriculture et l'alimentation avec un plaidoyer fort pour une reterritorialisation et des circuits de proximité. Ce sont des problématiques qui concernent tout le monde.

© Jennifer Delmarre – Unsplash.com

Donc, je travaille dans une zone d'influence définie avec des acteurs de terrain et je les considère comme des co-chercheurs. Nous définissons ensemble les objectifs puis nous échangeons nos connaissances et nous en créons de nouvelles, utiles à l'action. Je prends l'exemple d'un travail avec des maraîchers : la première étape sera de récolter des données en les interrogeant pour établir un diagnostic. Ces informations seront ensuite analysées, ce qui relève de la recherche classique. Elles sont ensuite partagées avec les maraîchers pour créer un savoir collectif et identifier les principaux enjeux concernant la viabilité des fermes, les techniques de culture alternatives, la pénibilité du travail, etc. Ces enjeux peuvent ensuite être abordés sous forme d'action collective.

Grâce à cette méthode de terrain, le chercheur vise à atteindre, comme objectif ultime de ses travaux, une transformation sociétale. Mais elle n'est pas vraiment compatible avec le mode de fonctionnement scientifique et académique actuel. La recherche-action participative implique de considérer les autres formes de connaissances – le savoir des communautés, les expériences – sur le même pied que la connaissance scientifique.

S&F : Comment convaincre ?

N.D. : Il faut avant tout être conscient des mythes qui existent en matière de communication scientifique. La psychologie sociale peut y aider. M'appuyer sur d'autres disciplines scientifiques rend mes recherches interdisciplinaires. Le premier mythe, c'est que les connaissances factuelles seraient susceptibles de changer les comportements. Ça ne marche pas. Ce sont plutôt l'éducation, la culture, la vision du monde, la religion, les affects, etc., qui influent sur les changements. Pour convaincre, il s'agirait donc plutôt de raconter une histoire qui prend en compte ces paramètres chez les personnes à qui on la raconte.

Autre fausse croyance : les changements d'attitude individuelle transforment le comportement collectif. On pense aussi, à tort, que « plus c'est grand, mieux c'est ». Je crois beaucoup plus en une multiplicité d'actions locales similaires qui se répètent en plusieurs lieux.

Dernier point : il faut aussi valoriser et récompenser les actions qui visent à améliorer l'environnement social pour changer les comportements collectifs en comportements positifs. Exemple : nettoyer les rivières remporte un certain succès quand les effets bénéfiques pour l'environnement sont mis en avant, tout comme le fait que c'est une initiative positive à accomplir ensemble, et dont découle une amélioration de la qualité de vie et du bien-être. ▪▪▪

Par **Pierre Ozer**, chargé de cours en sciences et gestion de l'environnement à l'ULiège.

DE LA NÉCESSITÉ D'UNE CULTURE DU RISQUE PAR ET POUR TOUTES ET TOUS

Les extrêmes climatiques sont au cœur de l'actualité ces dernières années. En Belgique, il n'a jamais autant plu qu'en 2024 alors que ce printemps 2025 est le plus sec des 130 dernières années ; avec une pluviométrie bien en-deçà du mémorable printemps 1976. Quant aux trois années les plus chaudes enregistrées depuis près de deux siècles, il s'agit de 2022, 2020 et 2023.

Les températures estivales extrêmes peuvent être meurtrières. Ainsi, les vagues de chaleur des étés 2022 et 2020 ont causé une surmortalité de respectivement 2291 et 1460 décès ; bien plus que les 711 décès supplémentaires enregistrés durant la terrible canicule d'août 2003 qui semblait – au début du 21e siècle – sinon unique, très exceptionnelle.

Tout semble indiquer que ces inondations, vagues de chaleur, sécheresses et autres extrêmes climatiques devraient se multiplier et s'intensifier dans les prochaines décennies ; avec des conséquences sociales, économiques et environnementales très lourdes.

Dans ce contexte climatique en pleine transformation, et suite aux inondations de juillet 2021 qui ont révélé de nombreuses limites dans la gestion de crise de cette ampleur inédite, un « livre blanc[1] » synthétisant différentes recommandations permettant d'améliorer la gestion de crise en Belgique a été commandé par la Ministre de l'Intérieur.

La première des six recommandations met en avant un concept jusqu'alors ignoré dans les politiques publiques de gestion de crise : la « culture du risque » qui, dit le rapport, « si elle est régulièrement mentionnée, c'est avant tout pour mettre en évidence son absence ou son déficit ». La culture du risque désigne l'ensemble des représentations, connaissances, pratiques et valeurs partagées qui permettent à une société ou à un réseau d'acteurs de reconnaître, comprendre, anticiper et gérer les risques auxquels ils sont exposés. Elle repose sur une prise de conscience collective des dangers et des vulnérabilités, nourrie par une mémoire du risque et un ancrage territorial. Elle se construit par un processus de co-production entre institutions et citoyens, et implique une coordination multisectorielle, inclusive et continue. Fondée sur la coopération et la confiance, la culture du risque vise à renforcer la résilience collective, en assurant la prévention, la préparation, et la continuité des fonctions essentielles du territoire face aux crises.

© Yarenci – Unsplash.com

Le livre blanc souligne l'importance de renforcer la sensibilisation et l'information des citoyens afin d'améliorer leur compréhension des risques et des comportements à adopter en cas de crise. Cela inclut des campagnes éducatives et la diffusion de recommandations claires concernant les mesures préventives. Le document insiste également sur la nécessité d'améliorer la formation et la préparation des acteurs publics et privés, en intégrant la gestion des risques dans les programmes de formation et en organisant des exercices de simulation réguliers. Une autre dimension clé est la participation des citoyens.

Si le livre blanc plaide pour une approche participative, impliquant les populations locales dans la gestion des risques par le biais de consultations publiques et de réunions d'information, il ne propose pas de chemin pour opérationnaliser une approche *bottom-up*. Or, une culture du risque ne se décrète pas que dans un processus *top-down*. Elle doit *de facto* se cocréer par la base, à partir des savoirs reconnus des citoyens.

Pour ce faire, il est nécessaire de mettre en place les conditions de possibilité de cette participation citoyenne effective en mobilisant des dispositifs culturels (théâtre, expositions, jeux sérieux, ouvrages, films, etc.) relayant la parole des sinistrés et leurs expériences ; en étant à l'écoute des experts du vécu et en ayant recours à l'éducation permanente pour écrire ensemble un récit commun par et pour toutes et tous qui nous invite à vivre avec le risque et à intégrer cette « culture du risque ». Ces outils étaient un angle mort du livre blanc. Grâce à la dynamique de partenariat pluridisciplinaire engagée avec le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, PAC, Arsenic2, le Centre Culturel Ourthe et Meuse, l'ULiège et le Gouverneur de la Province de Luxembourg, ils ont été mis au premier plan fin 2024[2] et sont expérimentés – avec succès – en divers lieux de Wallonie pour œuvrer à un avenir plus résilient ; pour que cela ne se reproduise plus jamais comme ça[3]. ▪▪▪

1. SCHMITZ, O. et al. (2023). *Livre blanc. Recommandations permettant d'améliorer la gestion de crise en Belgique.* Commission d'experts en matière de gestion de crise. https ://www.ibz.be/sites/default/files/media/docs/livre_blanc_vdef.pdf

2. https ://www.campusarlon.uliege.be/cms/c_13082285/fr/forum-interdisciplinaire-sur-la-gestion-des-risques

3. https ://www.youtube.com/watch?v=KzUERhuhndk

Par **Jean-Yves Buron**, chargé Analyses et Études à la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise (CATL)

UN CONSEIL DE POLITIQUE ALIMENTAIRE POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET (DE JUSTICE) SOCIALE

Aujourd'hui, le système alimentaire dominant nuit gravement à la santé de la planète, des animaux et des humains. Il détruit l'environnement, appauvrit les agriculteurs, aggrave la précarité alimentaire et contribue aux changements climatiques qui, en retour, rendent les récoltes plus incertaines. Ce système agro-industriel mondialisé est caractérisé par la concentration des moyens de production et de distribution. Il fonctionne avant tout pour générer du profit et enrichir des actionnaires. C'est un système antidémocratique basé sur le modèle de l'agriculture de l'offre.

Dans ce contexte, partout dans le monde, la société civile résiste et s'organise pour mettre en œuvre une transition vers un système alimentaire durable, c'est-à-dire bon pour la planète, les animaux et les gens, solidaire des paysans et accessible à tous. Pour ce faire, les militants de la transition alimentaire promeuvent la démocratie alimentaire, pour passer d'une agriculture de l'offre à une agriculture de la demande.

→ « (…) partout dans le monde, la société civile résiste et s'organise pour mettre en œuvre une transition vers un système alimentaire durable (…) »

Le concept de démocratie alimentaire, introduit par Tim Lang dans les années 1990 et développé par Dominique Paturel et Patrice N'Diaye, propose de reconnecter l'agriculture (la production) et l'alimentation (la consommation) pour permettre à tous les citoyennes et citoyens de jouer un rôle dans le choix des modes de production (système agricole) et dans la définition des politiques alimentaires (et donc garantir un accès à une nourriture adéquate pour toutes et tous).

La démocratie alimentaire exige, pour sa réalisation, de prendre en compte trois approches essentielles et complémentaires. Premièrement, l'échelle des territoires pour penser le système alimentaire ; deuxièmement, les multiples fonctions de l'alimentation, c'est-à-dire biologique, sociale, identitaire et hédonique ; troisièmement, la diversité des modèles alimentaires et les différentes dimensions culturelles et sociales qui y sont liées, dont les questions de justice sociale.

Dans ce contexte, en 2022, le Conseil de Politique Alimentaire de Liège Métropole a commencé ses travaux. Il s'agit d'une assemblée démocratique qui regroupe aujourd'hui 180 membres actifs, aux profils variés, provenant des 24 communes de l'arrondissement. Ses objectifs sont de rendre plus inclusive la dynamique de transition vers un système alimentaire durable, et de faciliter les échanges et la coordination entre acteurs de l'alimentation durable, de proposer des recommandations aux pouvoirs publics et de piloter des projets innovants.

Un des six groupes de travail de ce conseil (ouvert aux non-membres) rassemble 55 personnes et travaille actuellement à la construction d'un mouvement social autour de l'idée de Sécurité sociale de l'Alimentation et du lancement d'un projet pilote à Liège.

Concrètement, le projet prévoit de verser une allocation alimentaire mensuelle à chaque citoyen (premier pilier : universalité), par exemple 150 €, qui pourra uniquement être dépensée pour des produits conventionnés ou chez des professionnels de l'alimentation conventionnés (agriculteurs, épiciers, restaurateurs, etc.), suivant des critères de durabilité (bio, circuit court, local, économie sociale ou solidaire) démocratiquement choisis (troisième pilier : le conventionnement). Le système serait financé de la même manière que la Sécurité sociale classique (deuxième pilier : la cotisation).

L'enthousiasme grandissant que suscite cette idée vient du fait qu'une Sécurité sociale de l'Alimentation serait de nature à orienter des moyens de manière structurelle vers les circuits courts et l'économie locale, et donc financer les petits agriculteurs et la transition vers un système alimentaire durable, tout en réduisant la précarité alimentaire et en œuvrant pour la justice sociale.

Bien que le chemin soit encore long avant l'instauration de cette huitième branche de la Sécurité sociale, miser sur la démocratie alimentaire est mobilisateur. ▪▪▪

LA LAÏCITÉ EN ACTIONS
DES ASSOCIATIONS EN MOUVEMENT

ALTERNATIVES, POUR L'ACCÈS À LA CULTURE

L'asbl Alternatives a rejoint les associations laïques de la province le 17 mars dernier. Le but de cette asbl est d'offrir des alternatives pour contrer l'iniquité scolaire causée et alimentée par des inégalités sociales en permettant aux enfants de milieux précarisés d'accéder à des activités culturelles et sportives durant leur temps scolaire et extra-scolaire.

Alernatives se donne pour ambition d'aider les enseignant·es à faire de leur école un lieu d'émancipation. Dans cette école ouverte sur le monde, le temps scolaire s'enrichit, voire se prolonge, par l'organisation d'activités d'initiation culturelle et artistique, de sport ou d'initiation technologique accessibles à toutes et à tous.

Par une offre d'activités culturelles et émancipatoires ouvertes également aux parents, l'asbl souhaite les impliquer dans un processus d'appropriation des enjeux de l'école. Les familles doivent s'y sentir reconnues dans leur identité culturelle. Elles doivent prendre conscience que leur patrimoine culturel a de la valeur et que leurs enfants peuvent s'appuyer dessus pour accéder à d'autres formes de culture.

L'association contribue en outre à compléter l'équipement des classes par du matériel artistique, technologique et culturel.

© Alternatives

Entretien avec **Soheil Ghanbari Matin**, coordinateur de l'asbl Alternatives. Propos recueillis par Joëlle Mammo Zagarella.

UNE NOUVELLE ASSOCIATION AU SEIN DE NOTRE FÉDÉRATION

Salut & Fraternité : Quand l'asbl a-t-elle été créée et quelle est l'équipe qui la compose ?

Soheil Ghanbari Matin : Le projet de la création de l'asbl Alternatives a pris ses racines dans un constat fait par l'ancien directeur de l'école Bonne Nouvelle située à Liège, une école fréquentée par une population fragilisée économiquement et socialement. Durant la période de la covid, le directeur est interpellé d'entendre des plaintes de parents d'élèves d'autres écoles qualifiées de « plus aisées » concernant les restrictions des activités culturelles et sportives de leurs enfants ; alors que les enfants fréquentant son école n'en pratiquaient aucune, et ce, même en temps normal.

Sa conviction était que les activités culturelles qualitatives impactent la réussite scolaire des enfants et peuvent aider à l'inclusion. Cette réflexion, suivie d'échanges enthousiastes avec des proches ou encore avec des habitant·es du quartier, l'a ensuite motivé à créer l'asbl.

Il a poursuivi sa mise en place en contactant quelques connaissances, dont moi, qui ont accepté le défi, et l'asbl Alternatives est née.

© Alternatives

© Alternatives

Aujourd'hui, j'occupe le poste de coordinateur pour ainsi donner suite à l'ampleur qu'a prise ce projet.

S&F : À qui s'adressent les activités proposées et comment sont-elles organisées ?

S.G.M. : Les activités s'adressent à tous les enfants, de la maternelle jusqu'à la 6e année primaire. Nous travaillons actuellement à la fois dans le cadre scolaire et extra-scolaire. Nous proposons des journées sportives et divers ateliers : philo, photo, psychomotricité relationnelle, technologie, apprentissage de musique, théâtre, etc.

Le public principal reste les enfants mais l'idée est d'inclure les parents aux activités afin de réconcilier le milieu familial avec le milieu scolaire et social pour que l'enfant y trouve ses marques et parce que la citoyenneté active se travaille déjà à ce niveau-là.

Nos activités se déroulent sur base d'inscription. Nous avons l'avantage de pouvoir aller chercher les enfants directement dans le milieu scolaire puisque nos locaux se situent sur le site de l'école maternelle. À l'étage, se trouve l'école spécialisée, l'autre bâtiment accueille les élèves du primaire.

C'est à la fois un avantage et un inconvénient d'avoir nos locaux sur le même site. Nous y sommes à l'étroit mais nous faisons de cette faiblesse une force en installant des synergies sur place. C'est également l'occasion d'avoir des contacts avec les parents et d'installer entre nous un climat de confiance.

Nous travaillons donc en concertation avec les instituteur·trices et la direction. Nous nous réunissons afin de cibler les difficultés de l'un·e ou l'autre élève et nous lui proposons une activité qui pourra l'aider à évoluer. Les difficultés sont énormes et l'équipe éducationnelle est ravie de nous avoir en appui !

En parallèle, nous travaillons avec les parents qui, souvent eux-mêmes, suivent des parcours d'intégration sociale et de citoyenneté.

S&F : Pourquoi avoir voulu adhérer au Centre d'Action Laïque de la Province de Liège ?

S.G.M. : Travailler la pratique de la citoyenneté et de l'esprit critique avec les parents et les enfants, valoriser la culture d'origine, l'intégration, l'activité sociale et l'émancipation sociale font partie de nos objectifs. Nous partageons donc les valeurs de la laïcité et nous les mettons en pratique dans les activités que nous proposons. ▪▪▪

Par **Céline Martin**, coordinatrice du service Démocratie et cultures.

LES FESTIVALS NOURRIR : UN MOUVEMENT COLLECTIF POUR UNE ALIMENTATION DURABLE EN PROVINCE DE LIÈGE

Lorsqu'en 2017, la première édition du festival *Nourrir Liège* se déroulait à La Cité Miroir, nous n'imaginions pas le formidable développement de la dynamique des festivals.

Aujourd'hui ce sont plus de 67 festivals répartis en région wallonne et à Bruxelles.

Les festivals *Nourrir* abordent des enjeux politiques cruciaux liés à l'alimentation et à la transition écologique. Il s'agit d'interroger les défis de la sécurité alimentaire, de la justice sociale et de la durabilité environnementale. En rassemblant l'ensemble des acteurs du système alimentaire (citoyens, représentants politiques, producteurs, ONG, associations, épiceries solidaires et coopératives), nous créons des espaces d'échange et de dialogue autour du droit à l'alimentation. Cette approche permet de sensibiliser le public aux problématiques globales tout en proposant des pistes d'action locales et concrètes.

En province de Liège, des groupes porteurs qui assument la coordination se sont créés sur les arrondissements de Liège, Huy-Waremme et Verviers. En fonction des ressources et contraintes, ils mutualisent leurs expertises.

Concrètement, il s'agit d'organiser, dans les communes, différentes activités qui croisent les champs artistiques (théâtre, concerts, cinéma, ...), académiques (conférences, organisation de Master class dans les hautes écoles et à l'université de Liège), de participation citoyenne, de sensibilisation via la mise en valeur et la découverte des très nombreuses initiatives déjà existantes (les cantines durables, l'autocueillette, les Thiers lieux nourriciers, les grainothèques, les magasins coopératifs, etc.).

Ainsi, cette année, ce sont plus de 340 activités qui se déroulent !

Parmi celles-ci, on se souvient des visites de l'exposition *Cultures en transitions* au Centre Culturel d'Ans avec des réfugiés de la Croix-Rouge très étonnés de découvrir qu'ici aussi sévit la problématique du frelon asiatique, prédateur vorace des abeilles qui met en péril la production de miel des apiculteurs locaux.

La master class sur la défense de nos terres agricoles lors de la soirée avec Manon Lepomme et Occupons le terrain à La Cité Miroir fut une souriante occasion de se rappeler que des luttes en faveur de la biodiversités peuvent gagner !

La balade découverte du potager des Coins de Terre qui fête son centenaire cette année (le plus grand potager communautaire de toute la région wallone) fut une formidable occasion de se plonger de façon immersive dans des projets innovants, inspirants qui montrent que les alternatives sont déjà en route.

Enfin, on pense aussi au marché circuit court sur la place Cathédrale à Liège, ou place des Saveurs à Oupeye avec les petits producteurs de la région, à l'exposition *Nourrir autrement 2025* à Malmedy qui met en lumière ces héros de l'alimentation durable, etc.

On le constate année après année, le formidable essor des festivals *Nourrir ma commune* montre qu'ils sont bien plus que de simples événements. Ils reflètent une volonté collective de construire un avenir alimentaire plus juste et plus durable. En mettant en avant les forces et les ressources existantes et en favorisant la mutualisation et la transversalité, ces initiatives contribuent à créer un véritable mouvement de transition en province de Liège. ▪▪▪

Pour en savoir plus sur les festivals Nourrir ma commune et les actions menées, vous pouvez consulter les sites officiels :

https://nourrir-humanite.org
https://champsdespossibles.org

Par **Céline Martin**, coordinatrice du service Démocratie et cultures.

UN SIÈCLE DE CULTURE AU COIN DE TERRE : VERS UN AVENIR ALIMENTAIRE DURABLE

Le Coin de Terre, le plus grand potager communautaire de la région wallonne, célèbre son centenaire cette année. Le lancement des festivités a eu lieu ce 15 avril dans le cadre du festival *Nourrir Liège*.

Animée en collaboration avec Arsenic2, la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise (CATL) et l'Université de Liège, l'après-midi fut riche en découvertes pour les 50 participant·es dont un groupe d'étudiant·es des facultés des sciences de l'ULiège dans le cadre des deux crédits sur la transition.

Une représentation du spectacle *Semeurs de graines* de la compagnie Arsenic2 a accueilli les participant·es pour ouvrir leurs imaginaires. Ensuite, la bibliothèque de Saint-Léonard a proposé une activité autour de la grainothèque suivie d'un atelier de fabrication de… bombes à graines !

Une animation upcycling *Ton semis en petit pot !* a eu lieu sur la parcelle de la Maison Médicale l'Herma, suivie de la découverte de la parcelle du Service d'Insertion Sociale de la Bobine asbl.

Enfin, les participant·es ont pu découvrir le projet de parcelle collective d'habitants jardiniers animée par la Bobine asbl ainsi que le Conseil de Politique Alimentaire de la CATL.

La journée s'est terminée par un moment convivial de dégustation de biscuits et de thé, permettant aux participant·es de se retrouver et d'échanger dans une ambiance chaleureuse.

Cet événement au Coin de Terre, bien ancré dans les préoccupations actuelles donne à voir des ressources pour construire un avenir alimentaire plus juste et durable. Ensemble, nous pouvons transformer notre manière de produire et de consommer, en créant des communautés plus résilientes et solidaires ! ▪▪▪

Voir la vidéo

www.facebook.com/liege.laique/videos/1146063380654476

Par **Stéphane Hauwaert**, coordinateur du service Animations.

LE TALENT, UNE ILLUSION ?

Le 22 mai avait lieu la seconde rencontre dans le cadre de l'exposition *Illusions, qui a tort, qui a raison ?* avec Samah Karaki, neuroscientifique et chercheuse, auteure notamment de l'ouvrage *Le talent est une fiction*.

Une première partie de la rencontre a pris la forme d'un dialogue en questions/réponses, et a été l'occasion d'interroger encore une fois notre rapport au monde et aux autres. Plus précisément notre rapport à cette notion finalement pas si évidente de « talent », mais aussi celle de « mérite », si souvent invoquées pour justifier des positions, des choix de vie, des carrières ou des états de fait et qui, au final, entretiennent des inégalités.

Sans nier les différences biologiques entre individus, elle nous a montré à quel point chaque destinée, chaque choix et orientation de vie est influencé par un grand nombre de facteurs et de croyances personnelles et/ou collectives. En résulte bien souvent cette illusion qu'une personne en arrive là où elle est uniquement à la sueur de son front et de son talent personnel.

Or, ces derniers sont fortement dépendants de ces nombreux facteurs et ne peuvent à eux seuls expliquer ou expliquer ou justifier pourquoi une personne arrive à une position alors qu'une autre ne le peut pas.

Ajoutant à cela les questions de ce besoin de personnifier des réalisations exceptionnelles, et notre rapport à l'empathie avec les autres, cette première partie a bousculé plusieurs idées reçues ou ancrées dans bien des narratifs de société, tout en ouvrant la possibilité d'envisager la société autrement qu'en compétition.

La seconde partie de la soirée a laissé la part belle aux échanges avec le public, aux questions de celui-ci, pour terminer dans un moment convivial autour d'un verre, avec la possibilité pour le public venu très nombreux de faire signer un de ses livres par la conférencière. ▪▪▪

Retrouvez la captation :

https ://youtu.be/DccUc_TDbMc

OPINIONS

Par **Sébastien Brunet**, président du Conseil scientifique du Laboratoire des Transitions.

CRÉATION DU LABORATOIRE DES TRANSITIONS

Au printemps de cette année, l'Université de Liège a adopté sa feuille de route *Transition*. Ce document stratégique réaffirme la responsabilité particulière des universités dans un contexte de crise systémique : former des citoyennes et citoyens capables d'appréhender la complexité des enjeux et d'agir dans un monde en profonde transformation, favoriser la recherche et l'innovation pour comprendre et développer des trajectoires soutenables, faire preuve d'exemplarité dans la mise en œuvre de solutions plus durables. En ce sens, la feuille de route *Transition* coordonne, structure et balise les nombreuses initiatives concrètes – existantes ou à venir – de l'université en faveur de cette transformation nécessaire.

La création d'un laboratoire des transitions est l'un des projets-phares de cette feuille de route. Son positionnement est original car il prend la forme d'une cellule d'appui à la recherche et à l'enseignement qui a pour objectif de soutenir les équipes de recherche et les enseignants sur la question des transitions dans une triple perspective transdisciplinaire, participative et prospective.

Transdisciplinaire, car la crise que nous traversons est complexe et systémique. Elle nécessite de décloisonner les savoirs et les enseignements pour appréhender les mécanismes multifactoriels à l'œuvre dans les changements environnementaux (effondrement de la biodiversité, changements climatiques…), sociaux et politiques (accroissement des inégalités, confiance dans les institutions, rapports de pouvoir…), économiques et technologiques (instabilité, évolution du travail, révolution énergétique, intelligence artificielle…). Le laboratoire est un incubateur de ces dynamiques mobilisant un haut degré d'expertise et transcendant les frontières disciplinaires au service de la collectivité.

Participative, car les milieux non universitaires disposent d'expertises indispensables à la compréhension des évolutions sociétales et à l'élaboration de solutions. Le Laboratoire des Transitions se positionne donc comme un lieu ouvert à la société civile (citoyens, associations, entreprises…) et un espace d'expérimentation qui hybride les savoirs académiques et non académiques. Il s'ouvrira notamment dans les prochains mois à des experts de la société civile.

Prospective, car dans un contexte de très forte instabilité, il apparaît essentiel de pouvoir penser des trajectoires de transition de manière systémique et sur le long terme. À cet égard, la prospective est un outil puissant permettant d'intégrer les connaissances pour éclairer des scénarios d'avenir sur la base de données objectives et d'expertises multiples. Ces scénarios permettent d'identifier des points d'inflexion qui peuvent contribuer à transformer la société. En ce sens, les activités menées au sein du laboratoire ont pour ambition de mener à l'action.

Le Laboratoire des Transitions sera officiellement inauguré lors de la rentrée académique 2025-2026, mais il rassemble déjà plus de 220 membres. ▪▪▪

Par **Chloé Chevalier**, écrivaine et scénariste, autrice de l'ouvrage space opera solarpunk *Les Essaims* aux éditions Robert Laffont.

VERS DES HISTOIRES PLUS SOLAIRES

Depuis quelques années, le milieu de « l'imaginaire francophone », c'est-à-dire des auteurices et éditeurices des littératures dites de l'imaginaire (science-fiction, fantasy et fantastique, notamment), s'interrogent davantage sur les « nouveaux récits » : le renouvellement des imaginaires.

Consœurs et confrères de la science-fiction, prenons conscience de nos responsabilités ! Puisqu'on nous demande de dessiner quelques portes ouvertes sur demain, choisissons intelligemment le paysage que nous installons derrière ! Et si nous sortions des seuls scénarios catastrophe ou des récits post-apocalyptiques, qui avaient sans doute leur plein sens quand il ne s'agissait que d'alerter, mais qui, quand les catastrophes sont déjà là, à l'œuvre, partout dans le monde autour de nous, ont surtout pour résultat de paralyser ? D'empêcher d'agir comme de penser. Quand le noir est complet, quand le monde nous angoisse, que tout part en vrille, il faut rallumer quelques lumières, non toutes les éteindre. Ainsi seulement nous pouvons continuer d'avancer, quitte à trébucher quelquefois en route – cela arrive.

L'apocalypse est facile à écrire… En tant qu'autrice, je peux l'affirmer : effrayer est facile. Sortir les grands moyens pour terrifier ou faire pleurer les lecteurices est toujours beaucoup plus aisé que d'émerveiller sincèrement. En se focalisant, à l'écriture, sur les sentiments négatifs, on atteint directement ce que nos cerveaux ont de plus archaïque, et les lecteurices sont capturés, obligés de tourner la page encore et encore. Savoir susciter et alimenter l'enthousiasme, l'espoir, là réside le vrai défi.

En somme, s'opposent deux voies narratives, deux types de science-fiction, donc de rapport à l'avenir, mais aussi au présent. D'un côté une science-fiction de la peur. La peur du changement, la peur du différent ou de l'invasion, la peur de perdre ce qu'on possède, la peur de tout ce qui n'est pas ici et maintenant, la peur qui mène à la haine et surtout au désespoir. De l'autre côté une science-fiction de l'espoir, de la confiance, de l'ouverture – de l'acceptation de tout ce qui suscite la peur dans l'autre voie ?

Choisir son cap

Pour désigner cette nouvelle tendance de la science-fiction, certains parlent de « solarpunk », d'autres de « hopepunk », deux termes construits en référence au sombre « cyberpunk », qui convoquent l'espoir ou le durable. D'autres parlent juste de « retour à l'utopie », pour résister aux (trop ?) nombreuses dystopies qui émaillent le genre. Au fond, il ne s'agit que d'étiquettes : l'important réside dans la dynamique adoptée, la direction choisie.

Rappelons ici qu'utopie n'est pas un synonyme de « projet optimiste ». L'utopie n'est pas un objectif concret à réaliser, pas un projet matériel avec une marche à suivre, un mode d'emploi. C'est un horizon vers lequel se diriger, un non-lieu qui ne cesse de reculer quand on l'approche… et ce pour toujours garder un cran d'avance. Il ne faut pas atteindre l'utopie, seulement la poursuivre.

L'utopie, ce n'est pas non plus le bonheur individuel, restreint. C'est l'harmonie, au sens musical du terme, les cordes harmoniques, la résonance, avec ses convictions, ses espoirs les plus audacieux. ▪▪▪

Début 2024, le Centre d'Action Laïque distribuait un journal dystopique intitulé *Vra!ment* avec le slogan : « Ceci est une fiction… vraiment ? » pour alerter aux dangers de l'extrême droite. Un an plus tard, avec la réélection de Donald Trump aux États-Unis, plusieurs de ses articles trouvent un écho glaçant dans l'actualité. C'est pourquoi, le vendredi 16 mai dernier, le Centre d'Action Laïque et ses régionales ont distribué une édition spéciale USA dans de nombreuses villes de Wallonie et à Bruxelles pour sensibiliser à l'évolution des démocraties occidentales face aux assauts répétés des mouvements nationalistes, autoritaires et liberticides.

vraiment.eu

POSITIONS

LE CORDON SANITAIRE, GARDE-FOU DE LA DÉMOCRATIE

Le cordon sanitaire médiatique fait l'objet, de façon récurrente, de critiques quant à sa pertinence, un système qui, selon certains, empêcherait même d'exprimer ses opinions.

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège tient à réaffirmer son attachement à l'importance d'un débat public constructif ayant pour balises les valeurs démocratiques. Il s'oppose à la banalisation des dérives racistes ou haineuses qui mettent en péril les valeurs fondamentales de notre société. À cette fin, il plaide pour le maintien et la défense du cordon sanitaire, tant politique que médiatique et entend œuvrer au quotidien, par ses actions, ses outils, avec ses partenaires, à renforcer celui-ci par un cordon sanitaire éducatif et citoyen.

CONTRE LES MESURES D'AUSTÉRITÉ

En soutien à la grève nationale du 31 mars, le parcours En Lutte. Histoires d'émancipation était proposé gratuitement aux visiteur·euses, l'occasion pour le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège de rappeler que la solidarité sociale dont nous bénéficions aujourd'hui en Belgique est un héritage précieux pour lequel se sont battues des générations de travailleur·euses hier… et aujourd'hui !

MOBILISATIONS

POUR UNE POLITIQUE D'ASILE ET D'IMMIGRATION RESPECTUEUSE DES DROITS HUMAINS

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège s'est associé à l'interpellation citoyenne concernant les visites domiciliaires présentée par le CRACPE (Collectif de Résistance Aux Centres pour Étrangers) et la Voix des Sans-Papiers lors du Conseil communal de Liège le 31 mars. Il a également participé à la mobilisation du 13 avril « 26 ans, Vottem, je ne l'accepte toujours pas ! » dénonçant ainsi une série de nouvelles mesures prévues dans l'accord du gouvernement et qui restreignent encore le droit d'asile et diminuent les capacités d'accueil. Il a par ailleurs participé à la campagne *Stand up for the invisible. Mobilisons-nous pour les personnes sans-papiers*, interpellant directement les parlementaires de la province de Liège et a rejoint les signataires de la lettre collective de soutien à la demande de régularisation de Lamine Keita.

POUR UN 8 MAI COMMÉMORATIF ET COMBATIF

Cette année encore, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège était présent au monument national de la Résistance à Liège pour célébrer le 8 mai avec la FGTB Liège-Huy-Waremme, l'asbl La Cible, l'ULDP et le Front AntiFasciste Liège 2.0 et insister sur l'importance des résistances contre le fascisme.

LE TRAVAIL NON MARCHAND ALIMENTE ET RENFORCE LA DÉMOCRATIE

Le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège s'est mobilisé à l'occasion de la manifestation du non-marchand ce 22 mai à Bruxelles, répondant ainsi à l'appel lancé par le Centre d'Action Laïque. En tant qu'acteur de la société civile reconnu en Éducation permanente, le mouvement laïque et ses travailleurs sont concernés par les mesures annoncées par le Gouvernement Arizona. Le définancement du secteur, les attaques répétées à son égard contribuent à affaiblir les associations qui favorisent l'émancipation individuelle et collective sans lesquelles la démocratie ne peut exister.

SOUTIENS

SUPPORT GENEROSITY : – 15 % DE DONS, C'EST RIEN ?

Le nouveau Gouvernement prévoit de réduire la diminution d'impôt pour des dons de 45 à 30 %. Cette mesure fiscale encourage pourtant les citoyen·nes à soutenir des causes d'intérêt général tout en permettant au secteur associatif de financer leurs activités en faveur du bien commun.

re-ef.be/actua/support-generosity

STOPPER LES PRATIQUES DE CONVERSION LGBTQ+

Une initiative citoyenne européenne a appelé à interdire les thérapies de conversion ciblant les citoyen·nes LGBTQ+ dans l'Union européenne. Déjà interdites en Belgique et sept autres pays européens, ces pratiques, reconnues comme une forme de torture par l'ONU, prétendent modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne. Le seuil d'un million de signatures étant atteint, il revient maintenant à la Commission européenne de répondre à cette pétition publiquement.

Cérémonie de funérailles laïques

Un réseau d'officiants
du Centre d'Action Laïque
de la Province de Liège
à votre service.

0493 259 359

En partenariat avec les associations laïques.

Les cérémonies sont entièrement gratuites.

CAL Province de Liège
Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl

La 1ère présente EXPOSITION

ILLUSIONS

QUI A TORT ?
QUI A RAISON ?

02.04 > 30.08·2025

LA CITE MIROIR SAUVENIÈRE | LIEGE

PLACE XAVIER NEUJEAN 22 – 4000 LIÈGE

WWW.ILLUSIONS-EXPO.BE

CAL
Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl

AVEC LE SOUTIEN PRÉCIEUX DE

Wallonie · Fédération Wallonie-Bruxelles · Province de Liège · Liège · Plus haut et plus proche · P&V · Triangle Architectes · FGTB Liège - Huy - Waremme · actéo · Cité Miroir · Visit Wallonia .be · La 1ère · Le Soir